KV

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 47.603/4
DU 25 JANVIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 16 décembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les lettres adressées aux différents gouvernements régionaux et datées, tout comme la demande d'avis, du 14 décembre 2009.

Il revient, par conséquent, à l'auteur du projet de veiller au complet accomplissement de cette formalité préalable.

Examen du projet

Dispositif

Article 1er

L'article 1er du projet énonce que celui-ci transpose la directive 2007/35/CE de la Commission du 18 juin 2007 modifiant, en vue de son adaptation au progrès technique, la directive 76/756/CEE du Conseil concernant l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse des véhicules à moteur et de leurs remorques.

Cette directive 2007/35/CE a pour effet de remplacer l'annexe II de la directive 76/756/CEE précitée par une nouvelle annexe II dans laquelle le renvoi aux exigences techniques fixées par le règlement n/ 48 de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU), tel que modifié par la série 01 de modifications [1], est remplacé par un renvoi à la version du même règlement CEE-ONU n/ 48, tel que modifié par les séries d'amendements 01, 02 et 03 [2].

---

(1) Publié, par extraits, au *Journal officiel* n/ L203 du 30 juillet 1997.

(2) Publiée au *Journal officiel* n/ L137 du 30 mai 2007.

Il convient de relever que la directive 76/756/CEE précitée a encore été modifiée par la directive 2008/89/CE de la Commission du 24 septembre 2008 modifiant, en vue de son adaptation au progrès technique, la directive 76/756/CEE du Conseil concernant l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse des véhicules à moteur et de leurs remorques.

Cette directive 2008/89/CE modifie à nouveau l'annexe II de la directive 76/756/CEE précitée, afin d'y renvoyer à une nouvelle version du règlement CEE-ONU n/ 48, intégrant la série 04 d'amendements [3].

La série 04 d'amendements a notamment inséré dans le règlement n/ 48 précité, une nouvelle annexe 11 - perceptibilité des marquages à grande visibilité à l'arrière et sur le côté du véhicule, à laquelle renvoie expressément l'annexe II de la directive 76/756/CEE précitée, telle que modifiée par la directive 2008/89/CE précitée.

La date d'entrée en vigueur de la série 04 d'amendements au règlement CEE-ONU n/ 48 est fixée au 11 juillet 2008.

L'article 3, paragraphe 1er, alinéas 1 et 2, de la directive 2008/89/CE précitée dispose ce qui suit :

> "1. Les États membres adoptent et publient avant le 15 octobre 2009 les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions ainsi qu'une table de correspondance entre lesdites dispositions et la présente directive.
>
> Ils appliquent ces dispositions à partir du 16 octobre 2009."

Il convient dès lors de revoir le projet, notamment son article 1er, afin d'y assurer également la transposition partielle de la directive 2008/89/CE précitée.

---

(3) Publiée au *Journal officiel* n/ L135 du 23 mai 2008.

Article 2

1. Dans le membre de phrase liminaire de l'article 2 du projet, il y a lieu de ne viser que les seules modifications subies par l'article 28, § 5, 1/, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Les mots "remplacé par l'arrêté royal du 12 décembre 1975 et modifié par les arrêtes royaux des 11 août 1976, 11 mars 1977, 21 décembre 1979, 16 novembre 1984, 13 septembre 1985, 9 mai 1988, 23 septembre 1991, 10 avril 1995, 17 mars 2003 et 13 septembre 2004" seront remplacés par les mots : "inséré par l'arrêté royal du 17 mars 2003".

2. La modification que l'article 2 du projet apporte à l'article 28, § 5, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité vise à y intégrer les dispositions du paragraphe 6.21 du règlement CEE-ONU n/ 48, rendant obligatoire la présence de marquages à grande visibilité sur certains véhicules des catégories N2 et N3 (camions), ainsi que sur les véhicules des catégories O3 et O4 (remorques).

Alors que le règlement CEE-ONU n/ 104, auquel renvoie le règlement CEE-ONU n/ 48, est intégralement reproduit à l'annexe 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, les dispositions du règlement CEE-ONU n/ 48 applicables aux marquages à grande visibilité ne sont que partiellement reprises à l'article 28, § 5, en projet, du même arrêté. Il serait préférable de les reproduire également dans leur intégralité, soit à l'article 28, § 5, soit en annexe de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité.

Article 3

1. Le membre de phrase liminaire de l'article 3 du projet doit être complété afin d'y mentionner que l'annexe 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité a été insérée par l'arrêté royal du 17 mars 2003.

2. Dans sa version actuelle, l'annexe 18 - prescriptions uniformes relatives à l'homologation des marquages rétroréfléchissants pour véhicules lourds et longs et leurs remorques - correspond à la version du règlement CEE-ONU n/ 104, en ce compris la révision 2 et l'amendement 1er qui y a été apporté (entré en vigueur le 13 février 2000).

Selon la note de bas de page que l'article 3, 1/, du projet, vise à insérer sous le titre modifié de l'annexe 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, les modifications que le projet apporte visent à faire correspondre cette dernière au règlement n/ 104, la révision 2 et les amendements 1, 2 et 3.

Le texte, en projet, de l'annexe 18 ne correspond cependant pas à cette version du règlement CEE-ONU n/ 104, notamment en ce qui concerne les dispositions du point 2 - définitions [4].

L'article 3 du projet doit être revu afin que la version du règlement n/ 104, que l'annexe 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité reproduit, corresponde exactement au texte de ce règlement. Outre les amendements 2 et 3 ainsi que le rectificatif 1 à cet amendement 3, devraient également y être intégrés l'amendement 4, entré en vigueur le 18 juin 2007 ainsi que son rectificatif 1 et l'amendement 5, entré en vigueur le 11 juillet 2008.

À l'alinéa 3, 1/, l'auteur du texte veillera à ce que la note appelée par l'astérisque soit aussi revue en ce sens.

3. À l'article 3, 6/, du projet (point 5.4.1 de l'annexe 18, en projet), la méthode de modification de ce point n'est pas correcte. En effet, il y a lieu de réécrire intégralement le contenu de la note de bas de page (1) devenant (2) afin de transposer de manière continue la liste des pays mentionnés à la suite des modifications successives du règlement CEE-ONU n/ 104.

---

(4) Ce règlement, ses amendements et les rectificatifs peuvent être consultés sur le site Internet de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, àl'adresse suivante : http://www.unece.org/trans/main/wp29/wp29regs101-120.html.

4. Le point 5.2.1., en projet, de l'annexe 8 de l'annexe 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité (article 3, 7/, du projet examiné) omet de prendre en compte le rectificatif 1 apporté à l'amendement 3 du règlement CEE-ONU n/ 104.

Article 4

L'article 4, 1., du projet dispose ce qui suit :

"1. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux véhicules des catégories N2, N3, O3 et O4 ayant fait l'objet d'une réception par type entrée en vigueur à partir du 10 juillet 2008".

Cette date du 10 juillet 2008 correspond à celle fixée à l'article 3, paragraphe 1er, alinéa 2, de la directive 2007/35/CE précitée et à laquelle les dispositions de droit interne assurant sa transposition auraient dû entrer en vigueur.

Cette circonstance ne suffit pas à justifier que de nouvelles contraintes réglementaires soient imposées rétroactivement aux destinataires des normes modifiées par le projet.

L'article 4, alinéa 1er, du projet sera donc omis [5].

---

(5) Il n'y a pas lieu de numéroter les deux alinéas que comporte l'article 4 du projet.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.603/4
VAN 25 JANUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 16 december 2009 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moet in verband met het onderzochte ontwerp de procedure van het erbij betrekken van de gewestregeringen worden gevolgd.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich echter alleen de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht, en die, net als de adviesaanvraag, dagtekenen van 14 december 2009.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste volledig wordt vervuld.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

In artikel 1 van het ontwerp staat dat dit voorziet in de omzetting van richtlijn 2007/35/EG van de Commissie van 18 juni 2007 tot wijziging, met het oog op aanpassing aan de technische vooruitgang, van richtlijn 76/756/EEG van de Raad betreffende de installatie van verlichtings- en lichtsignaalinrichtingen op motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan.

Die richtlijn 2007/35/EG heeft tot gevolg dat bijlage II van de voornoemde richtlijn 76/756/EEG vervangen wordt door een nieuwe bijlage II, waarin de verwijzing naar de technische voorschriften vastgesteld in reglement nr. 48 van de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties (VN/ECE), zoals gewijzigd door wijzigingenreeks 01 [1], vervangen wordt door een verwijzing naar de versie van hetzelfde VN/ECE-reglement nr. 48, zoals gewijzigd door de wijzigingenreeksen 01, 02 en 03 [2].

---

(1) Bij uittreksel bekendgemaakt in het *Publicatieblad* nr. L203 van 30 juli 1997.

(2) Bekendgemaakt in het *Publicatieblad* nr. L137 van 30 mei 2007.

Er behoort op gewezen te worden dat de voornoemde richtlijn 76/756/EEG tevens gewijzigd is bij richtlijn 2008/89/EG van de Commissie van 24 september 2008 tot wijziging, met het oog op aanpassing aan de technische vooruitgang, van richtlijn 76/756/EEG van de Raad betreffende de installatie van verlichtings- en lichtsignaalinrichtingen op motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan.

Die richtlijn 2008/89/EG wijzigt bijlage II van de voornoemde richtlijn 76/756/EEG opnieuw, zodat daarin verwezen wordt naar een nieuwe versie van VN/ECE-reglement nr. 48, waarin de wijzigingenreeks 04 is verwerkt [3].

Bij de wijzigingenreeks 04 is in het voornoemde reglement nr. 48 onder meer een nieuwe bijlage 11 ingevoegd - zichtbaarheid van opvallende markeringen aan de achter- en zijkant van een voertuig, waarnaar bijlage II van de voornoemde richtlijn 76/756/EEG, zoals gewijzigd bij de voornoemde richtlijn 2008/89/EG, uitdrukkelijk verwijst.

De datum van inwerkingtreding van de wijzigingenreeks 04 van VN/ECE-reglement nr. 48 is 11 juli 2008.

Artikel 3, lid 1, eerste en tweede alinea, van de voornoemde richtlijn 2008/89/EG bepaalt het volgende :

> "1. De lidstaten dienen uiterlijk op 15 oktober 2009 de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast te stellen en bekend te maken om aan deze richtlijn te voldoen. Zij delen de Commissie de tekst van die bepalingen onverwijld mee, alsmede een tabel ter weergave van het verband tussen die bepalingen en deze richtlijn.
>
> Zij passen die bepalingen toe vanaf 16 oktober 2009."

Het ontwerp moet bijgevolg worden herzien, inzonderheid artikel 1 ervan, zodat daarbij ook de voornoemde richtlijn 2008/89/EG gedeeltelijk wordt omgezet.

---

(3) Bekendgemaakt in het *Publicatieblad* nr. L135 van 23 mei 2008.

Artikel 2

1. In het inleidend zinsdeel van artikel 2 van het ontwerp behoort enkel verwezen te worden naar de wijzigingen aangebracht in artikel 28, § 5, 1/, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

De woorden "vervangen bij het koninklijk besluit van 12 december 1975 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 augustus 1976, 11 maart 1977, 21 december 1979, 16 november 1984, 13 september 1985, 9 mei 1988, 23 september 1991, 10 april 1995, 17 maart 2003 en 13 septembre 2004" door de woorden "ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2003".

2. De wijziging die bij artikel 2 van het ontwerp wordt aangebracht in artikel 28, § 5, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 strekt ertoe daarin de bepalingen van lid 6.21 van VN/ECE-reglement nr. 48 op te nemen, waarbij opvallende markeringen op sommige voertuigen van de categorieën N2 en N3 (vrachtwagens) en op voertuigen van de categorieën 03 en 04 (aanhangwagens) verplicht worden gesteld.

Terwijl VN/ECE-reglement nr. 104, waarnaar verwezen wordt in VN/ECE-reglement nr. 48, volledig overgenomen wordt in bijlage 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968, worden de bepalingen van VN/ECE-reglement nr. 48 die gelden voor opvallende markeringen slechts gedeeltelijk overgenomen in het ontworpen artikel 28, § 5, van hetzelfde besluit. Het zou beter zijn dat ze ook volledig overgenomen worden, ofwel in artikel 28, § 5, ofwel in de bijlage van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968.

Artikel 3

1. Het inleidend zinsdeel van artikel 3 van het ontwerp moet worden aangevuld teneinde daarin te vermelden dat bijlage 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 ingevoegd is door het koninklijk besluit van 17 maart 2003.

2. Zoals bijlage 18 thans is gesteld - eenvormige voorschriften betreffende de goedkeuring van retro-reflecterende markeringen voor zware en lange voertuigen en hun aanhangwagens - stemt deze overeen met de versie van VN/ECE-reglement nr. 104, met inbegrip van herziening nr. 2 en amendement 1, dat erin is aangebracht (in werking getreden op 13 februari 2000).

Volgens de voetnoot die artikel 3, 1/, van het ontwerp beoogt in te voegen onder de gewijzigde titel van bijlage 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968, zijn de wijzigingen die door het ontwerp worden aangebracht, bedoeld om die bijlage in overeenstemming te brengen met reglement nr. 104, met herziening 2 en met de amendementen 1, 2 en 3.

De ontworpen tekst van bijlage 18 stemt evenwel niet overeen met die versie van VN/ECE-reglement nr. 104, meer bepaald wat betreft de bepalingen van punt 2 - definities [4].

(4) Dat reglement, de amendementen daarvan en de rectificaties kunnen geraadpleegd worden op de website van de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties, op het volgende adres : http://www.unece.org/trans/main/wp29/wp29regs101-120.html.

Artikel 3 van het ontwerp moet worden herzien zodat de versie van reglement nr. 104 die in bijlage 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 wordt gegeven, precies overeenstemt met de tekst van dat reglement. Naast de amendementen 2 en 3, alsmede rectificatie 1 van amendement 3, zouden ook amendement 4, dat in werking getreden is op 18 juni 2007, alsook rectificatie 1 ervan en amendement 5, dat in werking getreden is op 11 juli 2008, daarin moeten worden opgenomen.

De steller van de tekst dient ervoor te zorgen dat in het derde lid, 1/, de voetnoot waarnaar het sterretje verwijst eveneens in die zin herzien wordt.

3. In artikel 3, 6/, van het ontwerp (ontworpen punt 5.4.1 van bijlage 18) is de methode van wijziging van dat punt niet correct. De inhoud van voetnoot (1), die (2) wordt, moet immers helemaal worden herschreven, met het oog op een continue omzetting van de lijst van landen die vermeld worden, zulks als gevolg van de opeenvolgende wijzigingen van VN/ECE-reglement nr. 104.

4. In het ontworpen punt 5.2.1. van bijlage 8 van bijlage 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 (artikel 3, 7/, van het onderzochte ontwerp) wordt geen rekening gehouden met rectificatie 1, die aangebracht is in amendement 3 van VN/ECE-reglement nr. 104.

Artikel 4

Artikel 4, 1., van het ontwerp luidt als volgt :

"1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op voertuigen van de categorieën N2, N3, 03 en 04 die het voorwerp uitmaken van een typegoedkeuring in voege vanaf 10 juli 2008".

Deze datum van 10 juli 2008 stemt overeen met die welke bepaald is in artikel 3, lid 1, tweede alinea, van de voornoemde richtlijn 2007/35/EG, de datum waarop de bepalingen van intern recht die voorzien in de omzetting van de richtlijn in werking hadden moeten treden.

Die omstandigheid is op zichzelf niet voldoende om te wettigen dat nieuwe verplichtingen met terugwerkende kracht worden opgelegd aan de adressaten van de door het ontwerp gewijzigde regels.

Artikel 4, eerste lid, van het ontwerp dient dus te vervallen [5].

---

(5) Het is niet nodig om de twee leden van artikel 4 van het ontwerp te nummeren.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	staatsraden,
	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

G. DELANNAY P. LIÉNARDY